



Note thématique 3

Avril 2023

#### Auteurs

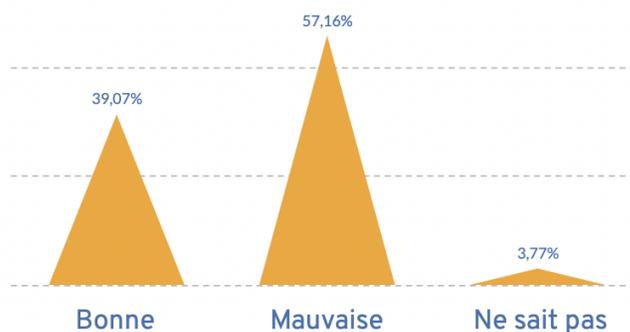
Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, avec le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci)

## Près de 58 % des Congolais estiment que le pays va dans la mauvaise direction

*Troisième et dernière note thématique de la série sur le sondage réalisé en janvier, cette étude s'intéresse au bilan de gestion de l'exécutif quatre ans après l'investiture du président Félix Tshisekedi et deux ans jour pour jour après l'installation du gouvernement Sama Lukonde. Verdict : insatisfaction de l'opinion.*

« *Felix ko bosona te, papa a lobaki* : "Le peuple d'abord" » (« *Félix n'oublie pas, papa avait dit* : "Le peuple d'abord" »). Dès la cérémonie d'investiture de Félix Tshisekedi, les partisans de son parti, Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ont tenu à rappeler au chef de l'État les attentes de la population pour l'amélioration de ses conditions de vie. Quatre ans plus tard, ont-ils été entendus ? À huit mois de la prochaine présidentielle, 57 % des Congolais interrogés considèrent que les choses vont dans la mauvaise direction.

**Dans l'ensemble, les choses dans notre pays vont-elles généralement dans la bonne direction ou vont-elles dans la mauvaise direction ?**



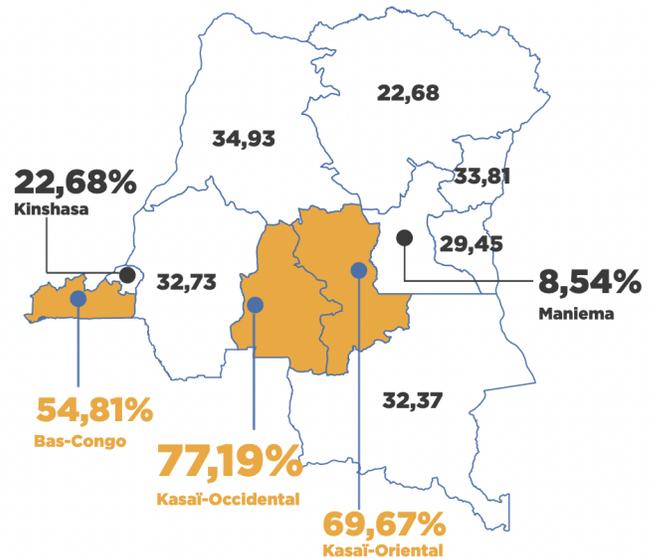
**57,16 %**  
**pensent que les choses vont**  
**dans la mauvaise direction**

Sondage Berci/Ebuteli/GEC de janvier 2023

Mais il y a tout de même des variations selon les provinces. Si dans l'ancien grand Kasai-Oriental et Occidental - base électorale du président Tshisekedi -, le taux de satisfaction est très élevé : Kasai (95,24 %), Kasai-Oriental (86,34 %), et Lomami (70,16 %), cela n'est pas le cas dans les provinces du Haut-Katanga (26,61 %), Haut-Lomami (13,10 %), Maniema (8,54 %), Bas-Uele (6,90 %) et Kwilu (0,86 %).

## La RDC va-t-elle dans la bonne direction ?

En considérant les 11 régions (anciennes provinces), le Kasai-Occidental compte le plus grand nombre de Congolais qui affirment que **les choses vont dans la bonne direction** dans le pays. Ceux qui pensent tout contraire se trouve beaucoup plus au Maniema.



Sondage Berci/Ebuteli/GEC de janvier 2023

Ce pessimisme peut s'expliquer par la conjoncture économique actuelle caractérisée par la perte du pouvoir d'achat, la hausse généralisée des produits de première nécessité, la dépréciation du franc congolais ainsi que par les problèmes sécuritaires dans l'est du pays. Ceci se manifeste aussi dans la manière dont les Congolais perçoivent leur avenir. Plus de 52 % des répondants sont pessimistes : 33,31 % sont plutôt inquiets et 19,19 % manifestent une très grande inquiétude. Par ailleurs, une frange non négligeable de la population croit tout de même que les choses vont mieux marcher dans l'avenir (46,12 %).

## RÉSUMÉ

### Le paradoxe de l'opinion politique congolaise

Résultats d'un sondage national

À onze mois des élections, comment les Congolais perçoivent-ils l'état de leur pays et des institutions de la République, le processus démocratique et le conflit dans l'Est ? Tel était l'objectif du dernier sondage, réalisé par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC), Ebuteli et Berci en janvier 2023, par téléphone auprès de 3 632 personnes dans les 26 provinces. Les résultats sont publiés dans trois notes thématiques distinctes sur les [élections](#), la [sécurité](#) et la gouvernance.

L'opinion publique congolaise semble empêtrée dans un paradoxe : la plupart des Congolais sont de plus en plus critiques à l'égard de la façon dont leur pays est gouverné.

Et pourtant, lorsqu'on leur demande pour qui ils voteraient si des élections avaient lieu dimanche prochain, une nette majorité répond que ce serait pour le président sortant, Félix Tshisekedi.

Ces tendances sont claires. En janvier 2023, seulement 39 % des personnes interrogées ont déclaré que le pays allait dans la bonne direction, contre 61 % en 2019, juste après l'arrivée de Tshisekedi au pouvoir. Bien que ce chiffre soit encore plus élevé que pendant les dernières années de la présidence de Joseph Kabila – 27 % pensaient que le pays allait dans la bonne direction en novembre 2017 et 19 % en février 2018 – il est toujours clair que le gouvernement actuel a du mal à satisfaire ses citoyens.

Ces tendances peuvent aussi être observées dans la chute des opinions favorables du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde et du président Tshisekedi. Le pourcentage de personnes ayant une bonne opinion de Sama a chuté de 66 % lors de sa nomination en 2021 à 29 % aujourd'hui, alors que Tshisekedi a vu sa cote tomber de 63 % en mars 2019 à 36 % en janvier 2023.

Le scepticisme se manifeste dans presque tous les aspects de la vie publique. Ils sont 40 % des répondants à penser que la sécurité dans l'est du Congo ne s'est pas améliorée depuis la déclaration de l'état de siège en mai 2021 ; 29 % disent qu'elle a nettement empiré. Soixante-cinq pour cent des personnes interrogées affirment que l'économie s'est détériorée depuis l'arrivée au pouvoir de Sama il y a presque deux ans, et 67 % soutiennent que le gouvernement n'est pas efficace dans la lutte contre la corruption. Le seul secteur pour lequel une pluralité de personnes interrogées (66 %) indiquent que le gouvernement a fait du bon travail est l'éducation. Ceci est probablement le résultat de l'éducation primaire gratuite, probablement la plus grande réforme menée par le régime Tshisekedi.

Et pourtant, comme le montre [notre première note thématique](#), Tshisekedi remporterait les élections par une nette marge : 50 % des sondés qui ont l'intention d'aller voter disent qu'ils choisiront le président sortant, ce qui suggère que même unifiée, l'opposition aurait du mal à le battre. Le second serait Moïse Katumbi (17 %), Martin Fayulu arrivant en troisième position (10 %).

Comment est-il possible qu'une population aussi critique à l'égard du président puisse dire en même temps qu'elle a l'intention de le réélire de façon aussi retentissante ? Premièrement, et c'est probablement le résultat le plus sombre de ce sondage, une grande partie de la population va tout simplement se tenir à l'écart – près de 54 % des répondants affirment qu'ils n'ont pas l'intention de voter. Mais la méfiance est aussi élevée envers l'opposition. Le pourcentage de personnes ayant une bonne opinion de ces leaders est en baisse, au même rythme que le déclin du président : entre mars 2021 et janvier 2023, il est passé de 46 % à 33 % pour Martin Fayulu ; pour Moïse Katumbi, de 61 % à 31%.

Les politiciens ne sont pas les seuls à être touchés : 58 % des personnes interrogées estiment que la société civile n'a pas amélioré la gouvernance du pays. Même le cardinal catholique Fridolin Ambongo voit sa cote de popularité baisser de 67 % à 53 % au cours de la même période. Pour le prix Nobel de la paix Denis Mukwege – dont certains pensent qu'il pourrait se présenter à la présidentielle – sa cote est passée de 78 % à 44 %.

Les acteurs internationaux ne sont pas épargnés. Comme le montrera notre deuxième note thématique de cette série, une nette majorité de Congolais rejette la collaboration militaire avec les armées de la Communauté d'Afrique de l'Est – entre 64 % et 78 %, selon les pays.

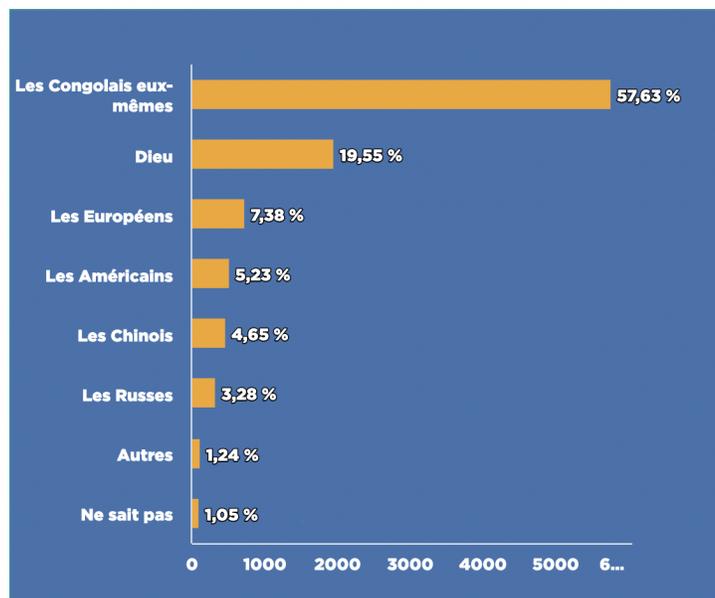
Une majorité écrasante de 67 % souhaite le départ de la mission de maintien de la paix de l'ONU (Monusco), un changement spectaculaire par rapport aux 29 % de personnes qui étaient de cet avis en octobre 2016. Pas un seul des donateurs principaux du pays ne peut prétendre disposer d'une opinion clairement positive aujourd'hui au Congo. C'est une chute précipitée par rapport à la période post-électorale, où des majorités de plus de 75 % avaient une bonne opinion de la France, des États-Unis, de la Belgique et du Royaume-Uni. Les exceptions frappantes sont la Chine et la Russie – cette dernière est désormais le pays étranger le plus populaire, avec 61 % d'opinions favorables, contre 35 % en octobre 2016.

Ces tendances sont troublantes. Dans le passé, c'est l'engagement civique des Congolais qui a permis de repousser l'autoritarisme, la capture de l'État par les élites et les conflits. Au début des années 1990, c'est la société civile qui a été le fer de lance de la transition d'un régime à parti unique vers la démocratie, en se mobilisant dans les rues lorsque les élites bloquaient les progrès. Ce modèle a de nouveau été suivi lors des manifestations massives qui ont secoué le pays entre 2015 et 2018 en réponse aux tentatives de modification de la Constitution et de truquage du processus électoral. Et les politiciens, en particulier les parlementaires, ont toujours payé le prix de leurs mauvaises performances, en perdant le pouvoir dans les urnes.

Aujourd'hui, cependant, même si les Congolais soutiennent massivement la démocratie plutôt que tout autre modèle de gouvernement (77 % à la mi-2022), seuls 26 % sont satisfaits du fonctionnement de leur démocratie – c'est une baisse par rapport aux 62 % immédiatement après les élections de 2018. L'engagement civique est-il désormais sur le déclin ? Les prochaines élections constitueront un test à cet égard. Un nombre croissant de Congolais – 58 %, soit beaucoup plus que par le passé – pensent que leur destin est entre leurs mains.

Sur qui faudrait-il compter pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la gouvernance en RDC ? Près de 58 % des répondants pensent que ce sont les Congolais eux-mêmes qui vont arranger la situation de leur pays. Pour la même question, 19,55 % de l'opinion consultée estime qu'il faut une intervention divine.

**Qui est-ce qui détermine le destin du Congo ?**

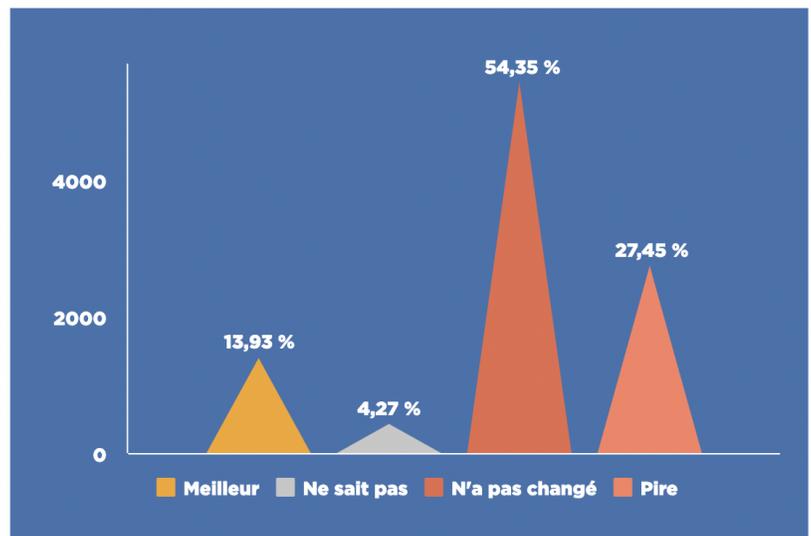


Sondage Berci/Ebuteli/GEC de janvier 2023.

## Aucun service public ne donne satisfaction aux Congolais

Entretemps, plusieurs programmes de développement économiques ont été lancés depuis le début du mandat du président Tshisekedi : [programme d'urgence des 100 jours du chef de l'État](#), projet Tshilejelu, programme de développement des 145 territoires, ... Pour s'assurer de la bonne exécution de diverses initiatives, le chef de l'État avait promis d'évaluer l'action du gouvernement central et des gouvernements provinciaux afin que ces derniers répondent aux attentes des citoyens quant à la fourniture des biens et services. Pour les Congolais sondés, le verdict est déjà là. Pour l'année 2022, ils sont insatisfaits : 81,8 % des Congolais interrogés ont un avis défavorable sur le sujet. Pour les uns (54,35 %), rien n'a changé, pour les autres (27,45 %), la situation a empiré.

**Quelle est votre opinion sur la fourniture des biens et services publics au cours de l'année 2022 ?**

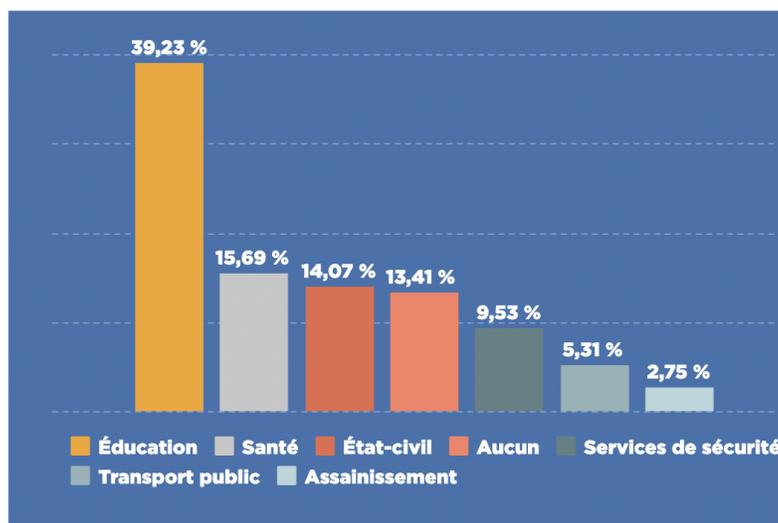


Sondage Berci/Ebuteli/GEC de janvier 2023.

De même, aucun service public ne donne satisfaction aux Congolais sondés, y compris dans le secteur de l'éducation où le gouvernement porte sa mesure phare tendant à garantir la gratuité de l'enseignement de base. Seuls 39,23 % des répondants pensent que ce secteur fonctionne bien. Les plus faibles taux de satisfaction sont enregistrés en matière d'assainissement (2,75 %), de transport public (5,31 %) et de sécurité (9,53 %).

Dans les grandes villes, la population ne cesse de se plaindre en matière de fourniture des biens et services publics. La capitale de la RDC en donne un bel exemple avec des programmes tels que « *Kinshasa Bopeto* » et « *Kinshasa Zéro Trou* ». Aussitôt réhabilitées ou construites, les routes se dégradent à un rythme accéléré. Les maigres ressources publiques mobilisées pour les infrastructures de base sont ainsi gaspillées. Les jeunes sans emplois s'adonnent à la criminalité urbaine, comme on l'observe avec la recrudescence du phénomène Kuluna. Les villes et les communes demeurent incapables de réaliser les travaux d'assainissement, la majeure partie de la population continue de vivre dans un environnement malsain.

## Quel est le service public qui fonctionne bien en RDC ?



Sondage Berci/Ebuteli/GEC de janvier 2023.

### Le niveau de corruption n'a pas du tout changé

La RDC regorge des ressources naturelles pouvant lui permettre de sortir le plus rapidement possible de la pauvreté, à condition d'améliorer sa gouvernance. Mais pour l'opinion nationale, les dirigeants sont à la fois la source du problème, notamment à cause de la corruption, mais aussi la solution. Trente-deux pour cent des Congolais sondés estiment que la corruption est le plus grand fléau qui ronge la gouvernance en RDC. Les répondants se sont aussi exprimés sur les diverses formes d'exclusion socio-économique affectant négativement la gouvernance. Pour eux, le tribalisme (16,91 %), le clientélisme (11,29 %) et l'impunité (10,38 %) sont des facteurs qui contribuent à la mauvaise gouvernance du pays.

### Tshisekedi a redynamisé l'IGF

Malgré le changement promis par le président Tshisekedi et son gouvernement - surtout après la rupture avec le Front commun pour le Congo (FCC) de son prédécesseur Joseph Kabila -, 55,75 % des sondés trouvent que le niveau de corruption n'a pas changé ces six derniers mois. Bien plus, 21,39 % des Congolais interrogés trouvent que la situation a empiré. Au total, 77,14 % de l'opinion considère que le pays est affecté par la corruption.

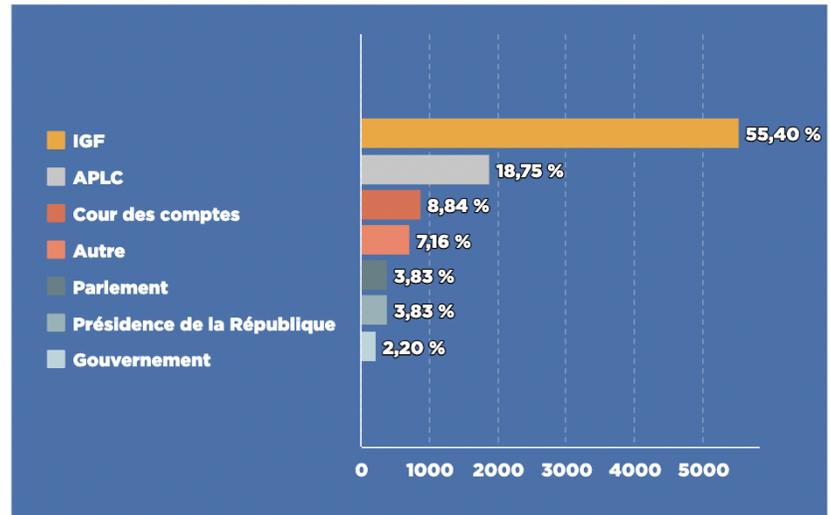
Contrairement à son prédécesseur, le président Tshisekedi a redynamisé l'Inspection générale des finances (IGF). Malgré les controverses qu'elle suscite, cette structure a révélé plusieurs scandales financiers. Ces derniers ont permis de se rendre compte à quel point la justice congolaise et d'autres institutions politiques du pays sont défailtantes en matière de lutte contre la corruption.

Au regard des résultats de notre sondage, 55,50 % des Congolais estiment que l'IGF est la seule institution qui s'investit dans la lutte contre ce fléau. L'institution qui vient en deuxième position est l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC, 18,75 %), suivie de la Cour de comptes (8,84 %). Cette dernière dispose d'une expertise avérée, mais, contrairement aux deux premières structures placées sous tutelle du chef de l'État,

elle n'a été redynamisée que très récemment et ne bénéficie pas d'appuis financiers pouvant lui permettre de réaliser ses missions.

L'apport des institutions politiques dans la lutte contre la corruption est très faible, selon les Congolais interrogés. Moins de 4 % des répondants estiment par exemple que la présidence de la République lutte efficacement contre la corruption. Le gouvernement et le Parlement ne sont pas non plus bien perçus, avec respectivement 2,20 % et 3,83 % d'avis favorables.

**Quelle est l'institution qui lutte efficacement contre la corruption ?**



Sondage Berci/Ebuteli/GEC de janvier 2023.

### « Construire un État fort, prospère et solidaire »

Qu'en est-il du bilan du gouvernement deux ans après son installation ? « *Construire un État fort, prospère et solidaire.* » Tel est l'objectif du programme d'actions 2021-2023 que le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde avait présenté à l'Assemblée nationale lors de l'investiture de son équipe gouvernementale en avril 2021.

Sur le plan socio-économique, il promettait, entre autres, d'améliorer la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des finances de l'État ; de renforcer en amont des mécanismes de vérification, de contrôle et de surveillance dans les secteurs enclins à la corruption ; de procéder à la réforme de la fiscalité en vue de maximiser les recettes de l'État par l'élargissement de l'assiette fiscale ; de parachever la réforme des entreprises du portefeuille de l'État ; de promouvoir la classe moyenne nationale et l'industrialisation du pays ; de développer le secteur de l'eau et de l'électricité ; de réaliser des investissements à haute intensité de main-d'œuvre destinés à réduire le chômage et d'améliorer des conditions sociales (logement, santé, éducation et emploi).

Aujourd'hui, 65,12 % de l'opinion sondée est insatisfaite du bilan du gouvernement Sama Lukonde. Ceux qui pensent que le bilan est négatif représentent 50,28 % des sondés et 14,84 % trouvent que ce bilan est totalement négatif.

L'opinion pas satisfaite du bilan du gouvernement Sama Lukonde

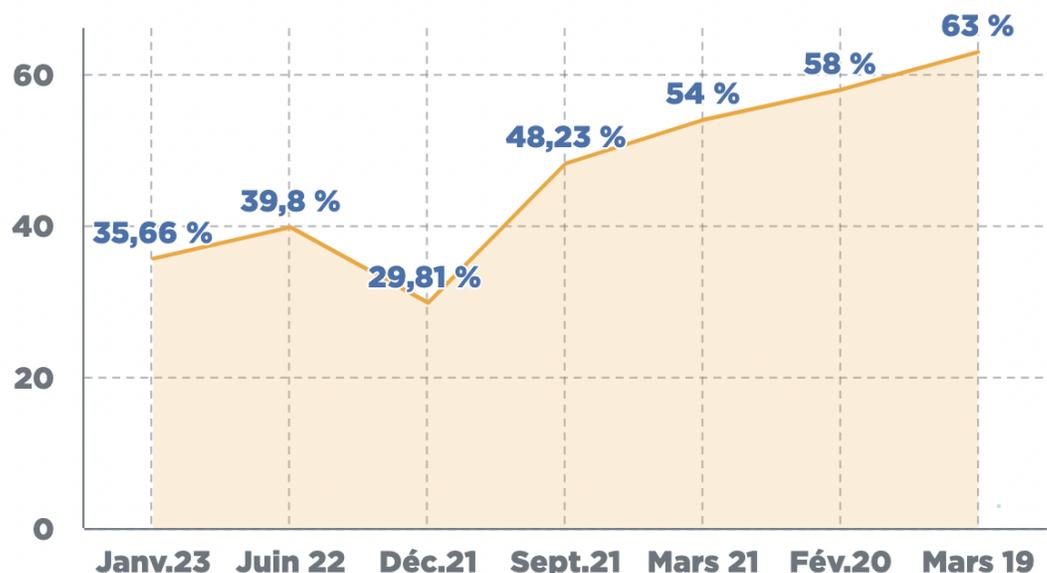
Qu'il s'agisse des milieux urbains ou ruraux, l'augmentation du niveau de revenu par habitant demeure au centre des préoccupations des Congolais. Pour y parvenir, le pays doit réussir à mettre en œuvre des politiques publiques visant la réduction du chômage et de la pauvreté. Pour l'instant, 61,51 % de l'opinion consultée estime que les résultats obtenus dans ce domaine sont insatisfaisants.

Plusieurs attentes de la population ne peuvent trouver des solutions durables que si l'État - pouvoirs central ou local - parvient à augmenter significativement les recettes publiques. En ce qui concerne particulièrement le gouvernement central, qui a une grande responsabilité dans la fourniture des biens et services publics, il ressort de notre sondage que 60,41 % des citoyens ne sont pas disposés à payer davantage d'impôt pour permettre d'atteindre le budget de 16,6 milliards de dollars américains prévu pour l'exercice 2023.

En ce qui concerne le social, la déception atteint 74,59 % des Congolais sondés. Dans l'expression de cette opinion, 59,42 % jugent le bilan négatif et 15,17 % ne voient aucun impact du gouvernement Sama Lukonde sur le plan social. Pour eux, le bilan est totalement négatif.

La somme de tous ces facteurs contribue à une mauvaise opinion du Premier ministre : 51,27 % des Congolais sondés ont une mauvaise opinion de Sama Lukonde contre 29,19 % d'opinions favorables. Le chef de l'État n'est pas épargné. Les résultats de notre sondage indiquent que 51,13 % des répondants ont une mauvaise opinion du président Tshisekedi contre 35,66 % d'opinions favorables. Le mécontentement de la population peut s'expliquer par les mauvais résultats en matière de gouvernance. Au fil du temps, la cote d'opinion favorable du chef de l'État ne cesse régulièrement de décroître.

### Évolution de la cote d'opinion favorable du président Félix Tshisekedi



Sondages Berci/Ebuteli/GEC entre 2019 et janvier 2023.

L'année 2023 en cours va certainement alimenter les débats au sujet du bilan du quinquennat de Tshisekedi, en partant de ses promesses électorales de 2018. Jusqu'à la fin de son mandat en décembre 2023, la majorité des Congolais ayant pris part au sondage (56,33 %) est d'avis que le chef de l'État ne va pas réaliser ses promesses électorales de 2018.

## MÉTHODOLOGIE

Ce sondage a été réalisé du 14 au 17 janvier 2023 pour évaluer les quatre années de la gouvernance du président Félix Tshisekedi. L'enquête s'est déroulée auprès d'un échantillon de 4 000 répondants, dont 3 632 ont été retenus après nettoyage du fichier. La base de données utilisée provient du répertoire national d'enquêtes de Berci, répartis en 26 provinces de la République démocratique du Congo. L'originale contient des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants : leur niveau social, leur niveau d'instruction, leur milieu de résidence et leur âge, ainsi que leurs coordonnées GPS.

Les données du sondage ont été pondérées en fonction du milieu (urbain/rural), du sexe et de la localisation géographique des répondants afin que la distribution de ces variables corresponde le plus possible aux données démographiques de l'Institut national de la statistique (INS) et de la Ceni, avec une différence de moins de 1 % pour les localisations géographiques. Les résultats de l'enquête indiquent qu'il n'y a pas de différence significative entre les données pondérées et les données brutes.

Cinquante enquêteurs et six contrôleurs formés en interne dans les techniques d'enquête dite-Computer Assisted Telephone Interview (CATI), ont effectué les interviews téléphoniques et la supervision de cette enquête. Les questionnaires ont été conçus en reprenant une série de questions posées lors des enquêtes précédentes du GEC – BERCI, notamment celles relatives à l'an 1, l'an 2 et l'an 3 de Félix Tshisekedi au pouvoir, afin de pouvoir faire une analyse comparative dans la mesure du possible.

Toutes les interviews sont réalisées à l'aide de tablettes électroniques et téléchargées directement sur un serveur hébergé à distance par Ona.io, accessibles à tous en temps réel.

La base des données téléphoniques utilisée pour atteindre les répondants dans les 26 provinces et sur 145 territoires que compte la RDC a été constituée lors des enquêtes face à face aux domiciles des répondants, réalisées par Berci et le GEC en 2016, puis en 2022 par Berci, le GEC et Ebuteli auprès d'un échantillon de 5 335 personnes. La méthodologie de dénombrement des ménages a été utilisée pour donner la même chance à chaque personne habitant le village ou le quartier tiré d'être éligible.

La méthode d'anniversaire était appliquée pour le choix de la personne à enquêter, alors que celle de quotas a permis de garantir l'équilibre entre les genres.

*Pour en savoir plus sur la méthodologie, [aller sur le site du GEC](#)*

---

**À propos**

*Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un centre de recherche indépendant basé au Center on International Cooperation de l'Université de New York.*

[www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org)

*Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.*

---